

Perspectives économiques régionales: Moyen-Orient et Asie centrale, mai 2008

Faits Synthèse

L'activité économique est restée soutenue en 2007 dans la région Moyen-Orient et Asie centrale, sous l'effet conjugué de la forte croissance mondiale, de la hausse des prix des produits de base et de l'amélioration des politiques conduites. Le PIB réel a augmenté d'environ 6½ %, taux équivalant à celui atteint en 2006 et meilleure performance régionale sur cinq ans depuis les années 80. Dans les pays exportateurs de pétrole, le niveau relativement inchangé de la production pétrolière a limité la contribution directe de ce secteur à la croissance, mais les sommets atteints par les prix du pétrole ont continué de soutenir le dynamisme du secteur non pétrolier en permettant de financer des programmes d'investissement public ambitieux et des hausses de salaires généreuses et en raffermissant la confiance des entreprises et des ménages. En dépit du renchérissement des importations pétrolières, les marchés émergents et les pays à faible revenu de la région ont bénéficié indirectement de cette envolée des prix du pétrole via la progression des investissements directs étrangers (IDE) — en provenance notamment des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)¹ — et des envois de fonds des travailleurs expatriés.

Toutefois, la croissance s'est accompagnée d'une reprise de l'inflation imputable à la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des combustibles, à la vigueur de la demande intérieure et à des limites de capacité de plus en plus contraignantes, en particulier dans le secteur du logement. La vigueur de la demande intérieure a été entretenue par des politiques macroéconomiques expansionnistes et par une forte progression de l'investissement privé, dynamisé par l'optimisme concernant les perspectives de croissance à moyen terme de la région. En dépit de l'expansion budgétaire et monétaire et du vif essor des importations, l'augmentation persistante des recettes pétrolières a permis de dégager des excédents au niveau des soldes budgétaires et des transactions courantes — de 5 et 15 % du PIB, respectivement, pour la région dans son ensemble —, ce qui a consolidé les bilans du secteur public et réduit les facteurs de vulnérabilité externe. Les réserves internationales se sont approchées de la barre des 1000 milliards de dollars, tandis que la dette extérieure est tombée en dessous de 30 % du PIB. Enfin, la plupart des marchés boursiers de la région ont rebondi après la correction enregistrée en 2006.

À l'exception du Kazakhstan, où le secteur bancaire est fortement tributaire des emprunts extérieurs, tous les pays de la région ont été en grande partie épargnés par les turbulences financières récentes dans les pays développés. Comme dans la plupart des autres marchés émergents et pays en développement, cette résilience doit beaucoup à la consolidation des positions macroéconomiques et aux progrès des réformes structurelles dans la région.

Les perspectives à court terme de la région demeurent favorables, car on s'attend à ce que les prix des produits de base restent élevés malgré les révisions à la baisse des perspectives de croissance mondiale. La forte hausse des investissements et les solides gains de productivité dégagés par de larges réformes structurelles devraient maintenir la croissance autour de 6 %. Cependant, dans un contexte de persistance de prix élevés des combustibles et des produits alimentaires, de demande intérieure soutenue et de goulets d'étranglement de l'offre, les pressions inflationnistes ne se relâcheront probablement pas. Étant donné que la hausse des prix pétroliers dope les recettes de ce secteur, les excédents (budgétaires et extérieurs courants) des pays producteurs de pétrole devraient, selon les projections, rester importants en dépit de l'augmentation des importations et de la poursuite de politiques budgétaires expansionnistes. Dans la plupart des pays non producteurs de pétrole, la politique conduite continuera vraisemblablement de viser

à contenir les déficits budgétaires et extérieurs, contribuant à la poursuite de l'accumulation de réserves internationales et à la réduction des facteurs de vulnérabilité.

Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont globalement neutres, car les possibilités d'améliorations liées à la demande intérieure sont probablement équilibrées par les risques d'une détérioration venant du secteur extérieur. Le niveau élevé des prix pétroliers et de nouvelles baisses des taux d'intérêt aux États-Unis pourraient entraîner une hausse plus forte que prévu de la demande intérieure dans les pays du CCG.

En outre, les excédents croissants dégagés par les exportateurs de pétrole, conjugués aux craintes qui entourent la qualité des actifs dans les économies avancées, pourraient bien amplifier l'afflux de capitaux vers les autres économies de la région, et nourrir ainsi une expansion du crédit et de la demande intérieure. Toutefois, un ralentissement prolongé de l'activité dans les économies avancées pénaliserait la croissance de la plupart des pays de la région en réduisant leurs exportations et les prix des produits de base. Le resserrement du crédit dans les économies avancées et la moindre appétence de celles-ci pour le risque, dont témoigne le creusement des écarts sur les émissions souveraines, pourraient aussi réduire les entrées de capitaux qui ont soutenu la croissance de nombreux pays de la région.

Pour la plupart des pays de la région, le principal enjeu de la politique macroéconomique à court terme est d'enrayer la montée des pressions inflationnistes et, pour les pays qui affichent une lourde dette extérieure et un déficit des transactions courantes considérable, de protéger leur stabilité externe dans un contexte de prix pétroliers élevés et de ralentissement de la croissance mondiale. Le bon dosage des politiques à mener sera fonction de la situation de chaque pays, mais inclura selon toute vraisemblance un resserrement des politiques budgétaire et monétaire ainsi qu'une plus grande flexibilité du taux de change, lorsque c'est possible. Dans les pays exportateurs de pétrole dont la monnaie est fixée au dollar, il ne sera pas aisé de gérer la demande de manière à maîtriser l'inflation, car la tendance à la détente des conditions monétaires se poursuit aux États-Unis. Le fardeau de l'ajustement risque fort d'être supporté par la politique budgétaire, en particulier dans les pays du CCG où une modification du régime de change perturberait le passage à l'union monétaire prévue. Mais la marge de manœuvre de la politique budgétaire est aussi limitée par la nécessité d'augmenter l'investissement pour desserrer les goulets d'étranglement de l'offre et par les pressions politiques en faveur d'une augmentation des dépenses consacrées aux salaires et aux programmes sociaux. Il pourrait donc être nécessaire de tolérer, à titre temporaire, une certaine hausse de l'inflation.

Au-delà de ce défi immédiat, les autorités doivent s'efforcer avant tout de consolider les politiques économiques, d'encourager un approfondissement financier sain et d'aider le secteur privé à concrétiser son potentiel de croissance.

Les pays de la région doivent continuer en particulier à renforcer des cadres de gestion des finances publiques conçus pour répondre aux questions spécifiques que posent leurs perspectives budgétaires, telles que l'utilisation efficiente et durable des revenus pétroliers dans les pays exportateurs ou le niveau élevé de la dette dans un certain nombre de pays à faible revenu et d'économies de marchés émergentes. Supprimer progressivement les subventions aux produits pétroliers et alimentaires, et mettre en place un système de protection plus ciblé, aiderait certains pays de la région à préserver la viabilité à long terme de leurs finances publiques, à accroître l'efficacité de leurs dépenses et à progresser dans la voie de l'équité. Quant aux pays qui gagneraient à se doter d'un taux de change plus flexible à moyen terme, il importe qu'ils continuent à jeter les bases d'une politique monétaire indépendante. Malgré les difficultés à venir, les pays du CCG devraient être encouragés à respecter le calendrier prévu pour l'union monétaire, notamment parvenir à un consensus en ce qui concerne le régime de change approprié.

Il sera essentiel de continuer à développer les systèmes bancaires pour accélérer la croissance et permettre à la région de réussir son intégration dans l'économie mondiale. Certains pays doivent absolument régler les questions posées par leur stock considérable de prêts improductifs et la restructuration des banques publiques pour rehausser l'efficacité de leur secteur bancaire et alléger le coût des emprunts. Les autorités de contrôle devront aussi rester très vigilantes, notamment dans les pays qui connaissent une expansion rapide du crédit.

Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer dans l'extension et la diversification de la base de production et d'exportation des économies de la région, ainsi que dans la création d'emplois pour une main-d'œuvre en croissance rapide — problème urgent pour de nombreux pays de la région. Il sera primordial, à cet égard, d'améliorer le climat de l'investissement et de diminuer le coût des activités économiques (y compris en abaissant les obstacles au commerce et en mettant fin aux contrôles et règlements excessifs imposés par les pouvoirs publics) afin d'accroître la transparence des systèmes juridiques et administratifs, mais aussi de réformer en profondeur les systèmes éducatifs nationaux pour répondre aux exigences d'une économie mondiale toujours plus compétitive. ■

¹ Le **CCG** regroupe l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.